



## Conseil économique et social

Distr. générale  
18 décembre 2006  
Français  
Original : anglais

---

### Commission de la condition de la femme

#### Cinquante et unième session

26 février-9 mars 2007

Point 3 a) de l'ordre du jour provisoire\*

**Suivi de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes  
et de la session extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée  
« Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement  
et paix pour le XXI<sup>e</sup> siècle » : réalisation des objectifs stratégiques  
et mesures à prendre dans les domaines critiques et nouvelles  
mesures et initiatives : l'élimination de toutes les formes  
de discrimination et de violence à l'égard des petites filles**

### **Déclaration présentée par Femvision, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social**

Le Secrétaire général a reçu la déclaration suivante, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, en date du 25 juillet 1996.

---

\* E/CN.6/2007/1.



## Déclaration

Nous, les organisations non gouvernementales mentionnées ci-dessous, réaffirmons la validité du Programme d'action de Beijing, dans le cadre duquel les gouvernements se sont engagés à atteindre les neuf objectifs stratégiques énoncés dans la section L qui porte sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard de la petite fille. La section L traite de la nécessité de faire prendre conscience aux petites filles de leurs besoins et de leurs atouts, en leur offrant des chances égales d'accéder à l'éducation, de développer leurs compétences et de suivre une formation. Il y est en outre souligné qu'il importe de sensibiliser les petites filles et de favoriser leur participation à la vie sociale, économique et politique, de manière à améliorer durablement la condition de la femme.

Le thème de la cinquante et unième session de la Commission de la condition de la femme, « L'élimination de toutes les formes de discrimination et de violence à l'égard des petites filles », doit servir à rappeler aux gouvernements et à la société civile qu'il importe non seulement de protéger les petites filles, mais également de leur donner les outils pour créer et préserver leur propre bien-être et leur sécurité.

Le rapport du Secrétaire général sur les violences à l'égard des femmes décrit les nombreuses pratiques discriminatoires dont les femmes et les filles font l'objet et les formes de violence auxquelles ces pratiques peuvent conduire. L'assujettissement, la vulnérabilité et le désespoir, qui résultent de la difficulté à être indépendante sur le plan économique et à trouver des moyens de gagner sa vie, font partie des formes les plus répandues de la discrimination à l'égard des femmes, qui les empêchent de participer à la vie économique, sociale et politique de leur communauté.

Lorsque les femmes savent qu'elles peuvent être indépendantes sur le plan économique et savent comment y parvenir, elles sont capables d'échapper, avec d'autres, à la discrimination, à la violence, aux souffrances et aux maladies. Elles ont à maintes reprises montré qu'elles pouvaient et souhaitaient être des agents du changement au sein de leur société. Il est impératif d'en finir avec les modèles répressifs traditionnels en facilitant l'accès des filles aux connaissances et à l'instruction pour leur permettre d'utiliser leur intelligence, leurs capacités et leurs aptitudes pour créer une indépendance économique pour elles-mêmes et pour d'autres.

Il ne suffit pas d'aider les filles à trouver un emploi, il faut aussi leur donner les moyens d'être des chefs d'entreprise attentifs, à même d'introduire des pratiques durables et d'apporter richesse et prospérité à leur société.

Dans de nombreuses situations, il y a trop peu de modèles féminins qui peuvent apporter l'inspiration nécessaire pour donner aux filles les moyens d'accéder à l'émancipation économique. Il revient donc aux pouvoirs publics et à la société civile d'offrir la formation et l'encadrement voulus pour amener les filles à devenir indépendantes sur le plan économique et leur donner ainsi les moyens d'assurer leur propre sécurité.

Nous invitons donc les gouvernements et la société civile à :

- Lancer des programmes, au niveau local, qui aideront les filles à prendre conscience de la liberté de choix que peut leur apporter l'indépendance économique et des devoirs qui en découlent aux niveaux social et

environnemental; démystifier le monde de la finance : les banques, les établissements de crédit, les services financiers, etc., et faciliter l'accès à ces services; enseigner les rudiments de la comptabilité et de la gestion financière; expliquer aux filles, dès leur plus jeune âge, qu'il existe des possibilités qui ne sont peut-être pas visibles dans leur environnement direct mais qui sont toutefois honorables et utiles.

- Donner aux filles les moyens d'être des agents du changement; les aider à prendre conscience de leurs valeurs et de leurs instincts naturels en tant que femmes afin qu'elles aient confiance dans leur capacité de décider; leur montrer qu'elles peuvent créer des emplois et des services pour d'autres; développer leur aptitude à diriger.
- Apprendre aux filles et aux garçons à développer leur esprit critique à l'égard du monde qui les entoure et des images qui viennent de l'étranger; créer des groupes de discussion avec les clubs de jeunes locaux et les centres communautaires en vue d'encourager le débat, l'échange d'idées et de dispenser des conseils; recenser les femmes qui peuvent servir de modèle au niveau local ainsi que les organisations de femmes afin d'exposer les valeurs de la femme sur le plan professionnel, de proposer des modèles et d'aider les femmes à développer leur sens critique.
- Encourager les écoles et les enseignants à faire prendre conscience aux garçons comme aux filles de l'importance que revêt l'égalité des droits économiques et de la liberté que le pouvoir de décision peut conférer à tous les citoyens; leur enseigner les liens qui existent entre les activités commerciales au niveau local et l'économie nationale et mondiale afin de donner aux filles et aux garçons une idée de la manière dont fonctionnent les systèmes économiques et dans quel but, et de leur expliquer quelles incidences les activités économiques ont sur le tissu social et sur l'environnement; choisir des modèles féminins et masculins aux niveaux national et international afin que les garçons et les filles puissent se référer à d'autres valeurs et avoir d'autres perspectives.
- Apprendre aux parents qu'il importe de donner à leurs filles les moyens de créer leur propre sécurité, de même que celle de leur famille et de leur société; collaborer avec des groupes locaux pour faire comprendre aux mères qu'elles doivent offrir à leurs filles d'autres possibilités et les convaincre que l'indépendance économique peut contribuer à la survie – plutôt qu'à la disparition – des traditions, dans le contexte actuel de la mondialisation.
- Encourager les entreprises à investir dans l'éducation des filles; à renforcer l'image d'une enfant jouant un rôle moteur dans la société de demain – une future employée qui apprendra vite et qui sera capable, flexible et créative. Établir des liens entre les entreprises et les établissements d'enseignement afin qu'ils puissent communiquer directement et offrir des stages ou des possibilités d'acquérir une expérience professionnelle.
- Encourager les associations professionnelles internationales et les organisations de femmes à organiser des ateliers et des séminaires sur les petites entreprises en vue d'aider les filles à apprendre à planifier et à diriger, du début à la fin, des projets de petites entreprises. Aider les filles à envisager une grande variété de possibilités et, au-delà de la production artisanale de base, à exploiter leurs compétences traditionnelles – non rémunérées – en tant

que prestataires de soins et soutiens de famille comme tremplin pour créer des entreprises de services.

L'émancipation économique favorise la participation non seulement à la vie économique, mais également sociale et politique. Elle confère un pouvoir d'influence et de décision, qui garantit qu'on peut se faire entendre. Si nous ne parvenons pas à donner aux filles les moyens d'être des acteurs économiques libres et responsables, nous préparons une génération future de femmes qui ne seront pas prêtes à occuper des postes économiques et politiques de haut niveau sur un pied d'égalité avec les hommes. La perspective différente que les femmes peuvent apporter continuera d'être ignorée et le monde en sera grandement appauvri. Il est de notre devoir de faire en sorte que cela n'arrive pas.

*Note :*

Déclaration approuvée par les organisations non gouvernementales suivantes : Action Aide aux Familles Démunies, Conseil international des femmes, Conseil international des femmes juives, Organisation mondiale pour l'éducation préscolaire et Zonta International.